GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCE

BUREAU: RUE HARLAT-DU-PALAIS, 3, au coin du quai de Phéolage, à Paris. (Les lettres doivent être adressées.)

ABONNEMENT: PARIS ET LES DÉPARTEMENTS: Un an, 72 fr. Six mois, 36 fr. Trois mois, 18 fr. ÉTRANGER: La port en sus, pour les pays sans échange postal.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (4^e chambre): Stéllionat; obligation hypothécaire; hypothèque antérieure, connaissance du créancier. JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle). Pharmaciens; ouverture d'une officine; propriétaire; élève muni d'un diplôme; contravention. — Colonies; état de siège; effet rétroactif; Code militaire; promulgation. — Faux témoignage; matière civile; serment irrégulier. — Coups et blessures; excuse de provocation; compétence de la Cour d'assises. — Cour d'assises de la Loire: Assassinat et vol. CHRONIQUE.

Insertions par autorité de justice.

Extrait d'un jugement rendu par le Tribunal de la Seine, le 12 mai 1859: Le nommé Oriot (Louis-Charles-Jérémie), âgé de trente-cinq ans, laitier, demeurant aux Batignolles, avenue de Clichy, 12, a été condamné par ledit jugement à quinze jours d'emprisonnement et 50 fr. d'amende, pour avoir vendu et mis en vente du lait qu'il savait être falsifié par la soustraction d'une certaine quantité de crème, diminuant les parties solides et nutritives de ce lait. Il a, en outre, été ordonné que ce jugement serait affiché au nombre de trente exemplaires, notamment à la porte de l'établissement du condamné, et qu'il serait, de plus, inséré dans deux journaux, le tout aux frais du dit Oriot. Pour extrait: « Signé NOËL. »

Extrait d'un jugement rendu par le Tribunal de la Seine, le 19 mai 1859: Le nommé Marlin (Eugène-Prudent), âgé de vingt-sept ans, distillateur, demeurant à Paris, rue Charlemaigne, 9, a été condamné par ledit jugement à dix jours de prison et 50 fr. d'amende, pour avoir mis en vente du sirop de gomme arabique qu'il savait être falsifié par l'addition d'une certaine quantité de glucose. Il a, en outre, été ordonné que ce jugement serait affiché au nombre de trente exemplaires, notamment à la porte de l'établissement du condamné, et qu'il serait, de plus, inséré dans trois journaux, le tout aux frais du dit Marlin. Pour extrait: « Signé NOËL. »

Extrait d'un jugement rendu par le Tribunal de la Seine, le 31 mai 1859: Le nommé Bruel (Jean-Pierre), âgé de quarante-deux ans, marchand de vins, demeurant à Paris, rue St-Sabin, 12 et 14, a été condamné, par ledit jugement, à quinze jours de prison et 50 fr. d'amende, pour avoir mis en vente du vin qu'il savait être falsifié, par addition d'eau, dans la proportion de 9 pour 100. Il a, en outre, été ordonné que ce jugement serait affiché au nombre de trente exemplaires, notamment à la porte de l'établissement dudit Bruel, et qu'il serait, de plus, inséré dans trois journaux. Pour extrait: « Signé NOËL. »

PARIS, 30 JUIN.

ARMÉE D'ITALIE.

ORDRE DU JOUR.

Au quartier-général impérial, à Cavriana, le 25 juin. « Soldats!

« L'ennemi croyait nous surprendre et nous rejeter au-delà de la Chiese. C'est lui qui a repassé le Mincio. « Vous avez dignement soutenu l'honneur de la France, et la bataille de Solferino égale et dépasse même les souvenirs de Lonato et de Castiglione. « Pendant douze heures vous avez repoussé les efforts désespérés de plus de 150,000 hommes. Ni la nombreuse artillerie de l'ennemi, ni les positions formidables qu'il occupait sur une profondeur de trois lieues, ni la chaleur accablante n'ont arrêté votre élan. « La patrie reconnaissante vous remercie par ma bouche de tant de persévérance et de courage; mais elle pleure, avec moi, ceux qui sont morts au champ d'honneur. « Nous avons pris trois drapeaux, trente canons et six mille prisonniers. « L'armée sarde a luté avec la même bravoure contre des forces supérieures: elle est bien digne de marcher à vos côtés. « Soldats! tant de sang versé ne sera pas inutile pour la gloire de la France et pour le bonheur des peuples. « NAPOLÉON. »

TÉLÉGRAPHIE PRIVÉE.

Turin, 30 juin, 11 h. 25 du matin.

Bulletin officiel. — Le quartier-général de l'Empereur est à Volta. Le passage du Mincio continue. L'Empereur a visité la rive gauche du fleuve; il a fait occuper les positions de Valeggio et jeter des ponts pour remplacer ceux détruits par les Autrichiens pendant leur retraite.

Berne, 30 juin.

Le conseil fédéral, d'accord avec les puissances belligères, a décidé que les corps ou soldats qui se réfugièrent sur le territoire suisse seraient renvoyés dans leur patrie. Les gouvernements respectifs s'engagent à ne pas les employer dans la présente guerre. Les armes

et munitions apportées par les réfugiés ne seront rendues qu'après la guerre et en acquittant à la Suisse les frais d'entretien. Par suite de cette convention, la garnison autrichienne de Laveno et les soldats réfugiés du corps de Garibaldi seront renvoyés dans leurs foyers, et les vapeurs du lac Majeur seront rendus au service commercial, à la condition qu'ils ne serviront plus pour la guerre.

Les Autrichiens ont opéré le passage du Stelvio, du côté du Tyrol, au nombre de treize compagnies d'infanterie et de deux compagnies de carabiniers. Elles occupent des positions entre Glarus et Traffio. Dans la crainte de l'arrivée de Garibaldi, une batterie a été établie dans la position dominante de la route du Stelvio et des barrières ont été érigées.

La nouvelle se confirme que quarante médecins autrichiens sont renvoyés des hôpitaux de Milan dans leur patrie.

Berne, 30 juin.

Des dépêches de Turin confirment la nouvelle annonçant que Garibaldi a reçu l'ordre d'occuper la Valteline supérieure. Le général est attendu avec 3,000 hommes, à Tirano, où se trouvent déjà 500 Piémontais appartenant à l'infanterie régulière.

Près de Bormio ont eu lieu des escarmouches entre les corps francs de la Valteline et les Autrichiens qui gardent le passage de Stelvio.

Londres, 30 juin.

Cinq vaisseaux de ligne, huit frégates, six autres bâtiments de guerre et treize batteries flottantes de la marine française sont arrivés à Antivari.

Londres, 30 juin.

Aujourd'hui, dans la chambre des communes, lord Palmerston a annoncé la formation du nouveau gouvernement, qui continuera la politique du précédent cabinet en observant une stricte neutralité. Le gouvernement actuel saisira l'occasion d'offrir des conseils aux parties belligères pour le rétablissement de la paix sur des bases honorables et justes. La réforme ne sera traitée que dans la session d'hiver. Dans la session actuelle on ne s'occupera que du budget.

L'amiral Napier, en vue des succès des Français en Italie, insiste pour l'augmentation de l'armée et de la marine anglaises.

M. Ercho annonce qu'il présentera, mardi prochain, la motion que la chambre est d'avis que le cabinet de lord Derby a fait tous ses efforts pour maintenir la paix et observer la neutralité, et qu'elle désire que le ministère de lord Palmerston continue la politique de stricte neutralité. Cette motion a été saluée par les applaudissements des deux côtés de la chambre.

Marseille, 30 juin.

On mande de Constantinople, à la date du 22 juin, que la nouvelle de la bataille de Magenta et de l'entrée des Français à Milan ont produit sur le Divan une profonde impression. Le Divan a acquiescé simplement aux protocoles sur les Principautés, et a accordé les bérats d'investiture en termes honorables.

Madrid, 29 juin.

M. Antonio Rivera a été condamné à six mois de réclusion et aux dépens pour blessures faites au député Verdugo. Ce dernier a demandé la non-exécution de cette sentence.

Deux détachements partis des dépôts de leurs corps, étant arrivés à l'armée d'Italie sans être munis des effets et ustensiles de campement nécessaires, le ministre de la guerre a puni de quinze jours d'arrêts les officiers supérieurs qui avaient organisé ce départ, et il a adressé un blâme aux officiers généraux qui n'avaient pas suffisamment veillé à l'exécution de ses ordres réitérés. (Moniteur.)

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4^e ch.).

Présidence de M. Poinot.

Audience du 23 juin.

STÉLLIONAT. — OBLIGATION HYPOTHÉCAIRE. — HYPOTHÈQUE ANTÉRIEURE. — CONNAISSANCE DU CRÉANCIER.

Le débiteur qui a déclaré libres des immeubles qu'il avait précédemment affectés hypothécairement à la garantie d'une créance, ne peut être déclaré stéllionnaire à la demande du second créancier, lorsque celui-ci a connu l'état hypothécaire, et a reçu, en connaissance de cause, les sommes provenues de l'emprunt donnant lieu à la demande en déclaration de stéllionat.

Par acte notarié du 27 mars 1855, M. Serain s'est reconnu débiteur de M. Finot d'une somme de 10,000 fr., montant partiel du prix de la vente que celui-ci lui avait faite de son fonds de pâtisseries-restauration. Pour sûreté de cette somme, il a donné à son créancier une hypothèque sur différents biens immeubles situés dans l'arrondissement de Senlis, avec déclaration que ces biens étaient absolument libres de toutes autres charges et hypothèques, et que la créance de M. Finot viendrait en première ligne et sans concurrence.

Cependant, quelques semaines avant, et le 12 février 1855, M. Serain, empruntant de M. Vincent une somme de 3,000 francs destinée à M. Finot, et qui fut réellement comptée à ce dernier comme complément du prix de la vente du fonds, avait hypothéqué à la garantie de cette somme les mêmes immeubles qu'il affecta à M. Finot depuis, en les déclarant parfaitement libres.

C'est en se fondant sur ce fait que M. Finot a assigné M. Serain devant le Tribunal civil de la Seine pour se voir déclarer stéllionnaire et s'entendre condamner par corps et immédiatement au paiement des sommes par lui dues, malgré le délai qui lui avait été accordé.

M. Serain a résisté à cette demande, en soutenant que M. Finot avait su l'emprunt fait à M. Vincent et qu'il en avait seul profité.

Ses moyens ont été accueillis par jugement du Tribunal civil de la Seine du 11 février 1858, ainsi conçu:

« Le Tribunal,

Attendu qu'il est constant que l'obligation notariée de 10,000 francs souscrite par Serain au profit de Finot, le 27 mars 1855, a eu pour cause le paiement d'une partie du prix d'un fonds de commerce de pâtisseries, vendu verbalement par ce dernier à Serain;

« Qu'il résulte des documents de la cause que Finot a connu l'état hypothécaire des immeubles affectés au paiement de ladite obligation, et notamment la créance de Nicolas-Marc Vincent contre Serain, s'élevant à 3,000 francs, qui le primait; que ladite somme lui a été remise à lui seul et est venue en déduction du prix dont il s'agit;

« Qu'il n'a pu ignorer l'origine de cette somme;

« Que, par conséquent, Serain n'a pas pu le tromper sur l'existence de la créance Vincent sus-énoncée;

« Par ces motifs,

« Déclare M. Finot mal fondé dans sa demande et le condamne aux dépens »

M. Fino a interjeté appel de ce jugement. M^{re} Rivière a soutenu cet appel. M^{re} Cresson a défendu le jugement. Conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Goujet, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

La jurisprudence et la doctrine sont en effet d'accord pour reconnaître qu'il ne faut pas seulement le fait matériel de l'emprunt pour appliquer les dispositions de l'article 2053 du Code Napoléon, mais qu'il faut aussi l'intention de tromper le créancier.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (ch. criminelle).

Présidence de M. le conseiller Rives, doyen.

Audience du 23 juin.

PHARMACIEN. — OUVERTURE D'UNE OFFICINE. — PROPRIÉTAIRE. — ÉLÈVE MUNI D'UN DIPLÔME. — CONTRAVENTION.

Aux termes de l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI, qui veut que nul ne puisse obtenir une patente de pharmacien et ouvrir une officine sans être muni de diplôme, c'est le propriétaire de la pharmacie qui doit être personnellement muni de ce diplôme; il ne saurait être affranchi des peines de la contravention parce qu'il aurait fait gérer sa pharmacie par un individu remplissant toutes les conditions exigées par la loi.

Cet arrêt nous a paru contenir une solution importante, à Paris surtout, où il existe un grand nombre de propriétaires de pharmacies qui ne sont pas munis de diplômes et qui se croient à l'abri des poursuites du ministère public, parce qu'ils ont, pour gérer leurs établissements, des individus qui en sont munis.

Voici le texte de l'arrêt:

« La Cour, « Ouï M. Victor Foucher, conseiller, en son rapport; « Ouï M. Martinet, avocat général, en ses conclusions; « Vu les articles 25, 26 et 30 de la loi du 21 germinal an XI, et les articles 1, 2, 3 et 6 de la déclaration du roi du 25 avril 1777;

« Vu le pourvoi formé par le procureur-général impérial près la Cour impériale de Paris;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI, le diplôme de pharmacien est nécessaire, non seulement pour préparer, vendre et débiter des médicaments, mais également pour ouvrir une officine de pharmacie;

« Attendu que cette obligation ressort encore des termes de l'art. 26 de la même loi, d'après lequel tout individu qui a une officine ouverte au moment de sa publication, sans avoir ce diplôme, est tenu de le produire dans le délai qu'il fixe;

« Attendu que les dispositions de la loi du 21 germinal an XI ne font en ce point que reprendre les prescriptions de la déclaration du roi du 25 août 1777, dont l'article 2 exige que les titulaires de charges de pharmacie ne puissent avoir laboratoire et officine à Paris qu'autant qu'ils possèdent et exercent personnellement leurs charges, et leur interdit toute location ou cession de privilège, sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit;

« Attendu que Ratel, officier de santé, n'était pas seulement poursuivi pour avoir distribué ou fait distribuer des médicaments, par un individu non pharmacien, mais aussi, pour avoir ouvert une officine de pharmacie sans être breveté pharmacien;

« Attendu que le fait par Ratel, d'avoir préposé un individu pourvu de diplôme à la préparation et au débit des médicaments, ne saurait le mettre à l'abri des peines édictées par la loi, pour avoir ouvert l'officine sans être lui-même muni d'un diplôme;

« Attendu, dès-lors, que l'arrêt attaqué, en déclarant, en droit, qu'aucun texte de loi ne prescrit sous des peines spéciales la réunion dans les mêmes mains, de la propriété et de la gestion d'une pharmacie, alors qu'il reconnaissait, en fait, que Ratel était propriétaire de l'officine, que c'était en son nom que la location était faite, et qu'il ne déniait pas que la patente de pharmacien fut également prise en son nom, a formellement violé lesdits articles 25, 26 et 30 de la loi du 21 germinal an XI;

« Par ces motifs, « La Cour casse et annule l'arrêt de la Cour impériale de Paris, en date du 3 mars 1859; et pour être statué sur l'appel du jugement rendu le 13 novembre 1858 par le Tribunal correctionnel de Paris, renvoie Ratel et les pièces de la procédure, devant la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour impériale d'Orléans;

« Ordonne, etc. »

Bulletin du 30 juin.

COLONIES. — ÉTAT DE SIÈGE. — EFFET RÉTROACTIF. — CODE MILITAIRE. — PROMULGATION.

La déclaration d'état de siège faite en vue d'actes qui ont nécessité la mise en état de siège de telle ou telle partie d'un territoire, a pour effet de comprendre tous les faits en vue desquels il a été proclamé, qu'ils soient antérieurs ou non, sans qu'on puisse se prévaloir du principe de la non-rétroactivité des lois.

Aux termes des lois générales sur les colonies et de la constitution de 1852, les colonies ne peuvent être soumises aux lois de la métropole que par: ou un sénatus-consulte s'il s'agit d'y appliquer les lois relatives à la législation en matière criminelle, ou par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique s'il s'agit de l'organisation judiciaire. Ces deux caractères différents des mesures législatives à prendre pour les colonies ne peuvent être confondus, et, notamment, on considérerait

à tort comme se rapportant à la législation criminelle, la partie du Code de justice militaire relative à la constitution et à la composition des Conseils de guerre; ce Code, dans la partie dont il s'agit, doit être rangé dans la classe des mesures sur l'organisation judiciaire pouvant être ordonnées par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Dès-lors, l'arrêt du gouverneur-général de la colonie, qui a proclamé l'état de siège, et qui a fait procéder au jugement des affaires que cet état de siège avait en vue conformément au décret impérial qui a promulgué le Code militaire, dans la partie qui concerne la constitution, la composition et la compétence des conseils de guerre, est légal, comme le décret impérial lui-même. Un sénatus-consulte n'aurait été obligatoire que s'il se fût agi de la législation criminelle proprement dite, c'est-à-dire des lois pénales à appliquer.

Rejet du pourvoi en cassation formé par Jean Sogador, dit Zizi, contre le jugement du conseil de guerre de St-Pierre-Martinique, du 4 mai 1859, qui l'a condamné à la peine de mort pour crime d'incendie.

M. Victor Foucher, conseiller rapporteur; M. de Marnas, premier avocat-général, conclusions conformes. Plaidants: M^{re} Duboy et M^{re} Mezeau, avocats désignés d'office.

FAUX TÉMOIGNAGE. — MATIÈRE CIVILE. — SERMENT IRRÉGULIER.

De ce qu'un serment irrégulier aurait été prêté devant le juge (dans l'espèce, il s'agit d'une enquête civile dans laquelle le juge civil aurait fait prêter le serment exigé par le Code de procédure civile), il ne peut en résulter que le témoin qui aura fait un faux témoignage, sous ce serment irrégulier, ou celui qui l'aura suborné, puisse être affranchi des peines portées par la loi pénale contre le faux témoin ou son complice; d'ailleurs, la Cour de cassation n'a pas à examiner dans quelles circonstances ce faux témoignage a été porté, dès que la déclaration du jury constate les éléments de fait constitutifs du crime de faux témoignage ou de subornation de témoin.

Rejet du pourvoi formé par François Renault, contre l'arrêt de la Cour d'assises de la Moselle du 1^{er} juin 1859, qui l'a condamné à trois ans d'emprisonnement pour subornations de témoins.

M. Faustin Hélie, conseiller rapporteur; M. de Marnas, premier avocat-général, conclusions conformes; plaidant, M^{re} Achille Morin, avocat.

COUPS ET BLESSURES. — EXCUSE DE PROVOCATION. — COMPÉTENCE DE LA COUR D'ASSISES.

La Cour d'assises est compétente pour rejeter une demande de la position d'excuse légale de provocation, lorsque les faits allégués comme constitutifs de l'excuse ne sont pas ceux qu'a textuellement édictés la loi. Ainsi, dans une accusation de meurtre, l'excuse légale de provocation ne résulte, aux termes de l'article 228 du Code pénal, qu'autant que le meurtre a été provoqué par des coups et violences graves. Or, lorsque le défendeur a demandé la position de la question d'excuse, en se bornant à la fonder sur des coups et violences, ces dernières expressions ne s'expliquant pas sur la gravité des coups et violences, la Cour d'assises peut rejeter la demande de position de cette question.

Rejet du pourvoi de Christophe Berton, contre l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine, du 26 mai 1859, qui l'a condamné à cinq ans d'emprisonnement, pour meurtre.

M. Victor Foucher, conseiller rapporteur; M. de Marnas, premier avocat-général, conclusions conformes.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois:

1^o De Victor et Napoléon Guillien, condamnés par la Cour d'assises de la Nièvre à huit et six ans de travaux forcés, pour vols qualifiés; — 2^o De Pierre-Joseph Bisch (Haut-Rhin), trois ans d'emprisonnement, vol qualifié; — 3^o De Louis-Claude Pinget (Sarthe), cinq ans d'emprisonnement, vol qualifié; — 4^o De François Duval (Ile-et-Vilaine), vingt ans de travaux forcés, vol qualifié; — 5^o De Jean-Joumier (Nièvre), huit ans de travaux forcés, vol qualifié; — 6^o De Louis-Claude (Rhône), vingt ans de travaux forcés, complicité d'infanticide; — 7^o De Nicolas-Alexandre Buridant (Aube), six ans de réclusion, coups et blessures; — 8^o De Jean-Baptiste Bary (Calvados), sept ans de travaux forcés, fausse monnaie; — 9^o De Louis-Joseph Broqueville (Pas-de-Calais), vingt ans de travaux forcés, vol; — 10^o De François Renault (Moselle), trois ans d'emprisonnement, subornation de témoins; — 11^o De Augustin Leclerc (Seine), trois ans d'emprisonnement, vol qualifié; — 12^o De Hippolyte-Joseph Laigie (Seine), six ans de réclusion, faux; — 13^o De Victor Gabilly (Deux-Sèvres), trois ans d'emprisonnement, vol domestique; — 14^o De Marie-Anne-Guillaume, veuve Guillaume (Corrèze), huit ans de réclusion, complicité d'homicide; — 15^o De Pierre-Louis Dubois (Seine), six ans de réclusion, vol domestique; — 16^o De El haïd ben Fkair (Blidah), deux ans d'emprisonnement, vol qualifié; — 17^o De Charles-François Beurnouche (Moselle), travaux forcés à perpétuité, vol qualifié; — 18^o De Genès Lavelle (Seine), huit ans de réclusion, tentative de vol; — 19^o De Pierre Royer (Aube), sept ans de travaux forcés, attentat à la pudeur; — 20^o De Charles-François-Jules PrevotEAU (St-Pierre-Martinique), quatre ans d'emprisonnement, faux; — 21^o Armand Cazeneuve (Haute-Garonne), deux ans d'emprisonnement, complicité de faux; — 22^o De François Beaumont (Loire-Inférieure), travaux forcés à perpétuité, attentat à la pudeur; — 23^o De Christophe Berton (Seine), cinq ans d'emprisonnement, coups et blessures; — 24^o De Pierre Masson (Eure), vingt ans de travaux forcés, vol qualifié; — 25^o De Marie-Louise Picault, veuve Mony (Loire-Inférieure), huit ans de réclusion, vol domestique.

COUR D'ASSISES DE LA LOIRE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Marillat, conseiller à la Cour impériale de Lyon.

Audiences des 16, 17 et 18 juin.

ASSASSINAT ET VOL.

(Voir la Gazette des Tribunaux du 26 juin.)

INTERROGATOIRE DE BASSET.

M. le président: Accusé, levez-vous. Depuis combien de temps demeurez-vous aux Baraques-Mulsant? — R. Depuis six à sept ans.

D. Où demeurez-vous avant? — R. Dans la commune de

Souternon.

D. N'y possédiez-vous pas une propriété? Qu'en avez-vous fait? — R. Je l'ai vendue. Mes créanciers payés, il m'est resté quelques milliers de francs. J'ai ensuite fait construire une maison à Riorges.

D. Avez-vous conservé cet immeuble? — R. Je l'ai vendu 14,200 fr. en juillet 1837. Les créanciers hypothécaires payés, il m'est resté 6,200 fr.

D. Qu'avez-vous fait de ces 6,200 fr., ou des valeurs qui vous avaient été souscrites en paiement de cette somme? — R. J'en ai employé une partie à payer mes dettes, le surplus dans mon ménage. J'avais encore un billet de 1,000 fr., payable au mois de novembre prochain. Le souscripteur a payé par anticipation sur ce billet 200 fr. à ma femme, en mars dernier.

D. Ainsi vos immeubles vendus et vos dettes payées, il ne vous restait plus que 1,000 fr. à toucher? — R. Oui, monsieur le président.

D. Vous étiez donc à peu près ruiné. Vos antécédents, je dois le dire, sont exempts de condamnations judiciaires; mais ils n'ont pas été exempts de poursuites. Vous avez été poursuivi une fois pour empoisonnement, une autre fois pour suppression de l'état d'un enfant? — R. C'est vrai, monsieur, mais la justice a reconnu que je n'étais pas coupable de l'empoisonnement; et quant à l'acte de naissance d'une autre personne que j'avais présenté comme étant celui de la jeune fille dont on veut parler, on a bien vu que j'avais agi sans malice.

D. La procédure suivie sur ce fait n'en révèle pas moins votre profonde immoralité. Cette fille a déclaré qu'elle était enceinte de vos œuvres? — R. C'est inexact.

D. Vous étiez très lié avec Mailliant; il vous apportait des fruits, des productions de son jardin? — R. Oui, monsieur; cette liaison existait depuis 1830.

D. Voilà une intimité très étrange: vous êtes tisserand, il était jardinier; vous fréquentiez les cabarets, aimiez la chasse; Mailliant, vieux garçon, avait des habitudes paisibles, tandis que vous aviez besoin d'un vie actif. Prenez garde, l'accusation prétend que vous avez cultivé ses rapports d'amitié et de camaraderie en vue d'un odieux calcul, pour la préparation de votre crime? — R. Non, monsieur.

D. Mailliant était dans l'aisance, enjoué, mais simple d'esprit, tourmenté de l'envie de se marier? — R. Il ne parlait que de mariage; il avait toujours ce mot à la bouche.

D. Un honorable avocat de Roanne raconte que Mailliant poussait la crédulité jusqu'à demander le moyen de se faire livrer une femme qu'il prétendait avoir achetée; et qu'il était facile de faire naître chez lui les plus grandes illusions. L'accusation soutient que vous avez exploité la faiblesse de ce vieillard. Ne lui avez-vous pas proposé de le marier avec une fille Chassain, du village de Chérier? — R. Non, monsieur, jamais.

D. Mais n'avez-vous pas déjà proposé à Déchamps de le marier avec cette même personne qui précédemment vous avait refusé vous-même? N'avez-vous pas dit à Déchamps: Je serai intermédiaire entre vous et la demoiselle Chassain? — R. C'est Déchamps qui le premier m'a parlé de son désir de se marier avec cette demoiselle.

D. C'est vous qui avez pris l'initiative. Déchamps eût été même que cette famille Chassain, estimée dans le pays, l'a refusé à cause de vous qui l'aviez présenté, à cause de votre réputation? — R. Je n'en avais point parlé à la famille; mais à la demoiselle Chassain seulement.

D. Le témoin Oreillard a déclaré aussi que vous vous êtes entremis pour le marier avec la fille Chassain? — R. Non, cela n'est pas. Je lui avais dit de s'adresser au sieur Colombat.

D. Vous entendrez le témoin. Enfin, vous avez suggéré à Mailliant l'idée de ce mariage et lui avez promis d'en être le négociateur? — R. Non, monsieur, non, jamais.

D. Huit témoins en parlent; cinq vous signalent comme ayant été l'ambassadeur de Mailliant. C'était le nom dont se servait ce malheureux vieillard, quand il parlait de vous à propos du mariage qui était devenu l'objet de ses rêves. — R. Jamais je n'ai offert à Mailliant de me mêler de son mariage.

D. Vous êtes en contradiction avec de nombreux témoins. Ce n'est pas tout. Mailliant ne voulait pas laisser connaître le nom de son ambassadeur. Vous lui avez recommandé le secret sur ce point. Joathon a surpris votre nom par hasard, et il l'a dit à plusieurs. — R. Jamais je n'avais promis à Mailliant de m'occuper de son mariage. Joathon ne mérite pas d'être cru en cela, ou si Mailliant le lui a dit, il a menti.

D. Mais la probité de Mailliant et de Joathon sera attestée; prenez garde. — R. Je ne veux pas dire que Mailliant fut un malhonnête homme. Mais il faisait des contes, quand il mettait mon nom en avant, sans doute pour plaisanter.

D. Vous avez, dans l'instruction, désigné les sieurs Gognard et Dufour comme négociateurs du mariage de Mailliant; et ces témoins vous donnent un démenti. Pourquoi les avez-vous indiqués comme étant les personnes qui favorisaient les projets de Mailliant? — R. C'était Mailliant qui me les avait nommés.

D. Mailliant n'est pas la malheureusement pour vous répondre. Mais la veille du jour où ce malheureux est parti pour la dernière fois de son domicile, il a annoncé qu'il partirait avec vous. — R. Il n'est pas parti avec moi.

D. Il ne connaissait pas la famille Chassain; vous, son ami, vous le connaissiez; il a dû vous choisir pour son intermédiaire? — R. Il n'avait pas besoin de moi. Il disait que la famille Chassain avait visité sa propriété.

D. Il le disait, mais c'est vous qui le lui avez fait accroire. On vous accuse de cette manœuvre. — R. Je n'en suis point coupable.

D. L'interrogatoire n'est point épuisé sur cet épisode. Vous aviez un mobile, la cupidité. Vous avez fait croire à Mailliant que sa demande ne serait agréée qu'autant qu'il porterait à Chérier tout son argent, qu'il ferait briller une somme d'or aux yeux de la famille Chassain. — R. Jamais je ne lui ai dit cela.

D. Mailliant, parlant toujours de son mariage, a déclaré que son ambassadeur lui avait dit: « Pour 400 fr. je ne m'en mêle pas; il faut 1,500 fr. » — R. Je n'étais pas son ambassadeur; jamais je ne lui ai parlé ainsi.

D. Mailliant ne lui avait offert que quelques recouvrements. De plus, il avait des billets qui lui étaient dus par son neveu. Il les a négociés; la somme de 1,012 fr., montant de la négociation, lui a été comptée peu de jours avant son départ, le 22 août, et le 30 il disparaît. Il a expliqué que cette négociation avait pour but son mariage? — R. Jamais je n'ai parlé de négociation de mariage à Mailliant.

D. Il voulait se présenter sous vos auspices comme un riche prétendant. Il s'était flatté de rapporter le bon mot, ce furent ses expressions. Le 30, il est parti vêtu d'habillements neufs, et pour paraître plus jeune, il avait eu soin de la veille de faire couvrir d'un toupet son front dénudé. Deux jours avant son départ, il montra son argent à Bernard. Saviez-vous qu'il avait 1,500 fr. avant son départ? — R. Non, monsieur.

D. Un témoin attestera le contraire. C'est Thévenet. — R. Je l'ai su ensuite.

D. Vous deviez tout savoir Mailliant, qui se réjouissait de ce que Joathon avait assuré son bonheur en acceptant la négociation de ses billets, à la vue de l'annonceur? — R. Il ne m'en avait rien dit.

D. Vous allez chez lui sans retard. Il annonce à Joathon qu'il partira le lendemain ou le lundi suivant; la chasse n'étant pas encore ouverte. Vous vous êtes concertés? N'avez-vous pas soupé ensemble le 29? — R. Oui, monsieur, mais on ne s'est pas couché pour le départ.

D. Mais vous avez vu Mailliant le lendemain matin. N'êtes-vous pas allé chez lui le 30 dans la matinée? — R. Oui, monsieur.

D. Pourquoi l'avez-vous nié dans le principe? — R. Je ne l'ai pas nié.

D. Vous l'avez nié, d'abord devant Jacques Mailliant, le neveu, qui était allé vous demander comment il se faisait que son oncle ne reparût pas? — R. Jamais Mailliant neveu n'est venu chez nous.

D. Mais les époux Molloy attestent cette dénégation. — R. J'ai nié que je fusse parti avec lui.

D. Vous étiez en chasseur. Pourquoi ce détour à Riorges? Pourquoi ne pas vous mettre directement en chasse? — R. C'était ma route. Il était à sa fenêtre; il m'a appelé pour prendre la goutte.

D. Cela n'est point exact. Un témoin raconte que c'est vous qui avez demandé: « Et le vieux, comment était-il habillé? » — R. Il était en manche de chemise.

D. Plusieurs témoins disent qu'il était vêtu de ses habillements du dimanche. N'est-il pas sorti derrière vous? Rêlé-

ehissez bien avant de répondre. — R. Non, monsieur.

D. En voyageur prudent, qui doit s'absenter plusieurs jours, il avait un parapluie. Ne vous a-t-il pas suivi? — R. Je l'ai laissé chez lui.

D. Le 14 novembre, à un kilomètre de Mézière, village qu'habite la famille Chassain, on a trouvé le cadavre de Mailliant. La tête manquait. C'est un mystère qui n'a pas été éclairci, mais l'identité est certaine. C'était bien le malheureux Mailliant, ses vêtements ont été reconnus. On a trouvé aussi, à une certaine distance du cadavre, le faux toupet et le chapeau de Mailliant. Ce chapeau était divisé en deux parties, il paraît avoir été coupé par les ciseaux d'un berger. Reconnaissez-vous ce chapeau? — R. Non, je ne reconnais pas ce chapeau comme ayant été celui de Mailliant.

D. Des ouvertures au chapeau paraissent avoir été faites par des plombs. Les deux fragments réunis, on y remarque un trou, qui doit être l'ouverture d'un coup de fusil tiré à bout portant. Qu'avez-vous à dire sur ce point? — R. L'accusé ne répond rien.

D. Dans les vêtements de Mailliant, on a trouvé un centime. On n'a retrouvé chez lui que des sous de 22 fr. 50 c., donc les 1,500 fr. qu'il avait emportés dans son dernier voyage lui ont été volés? — R. L'auteur de ce vol, si longtempé prémédité, a dû être le conducteur qui me mena de Riorges jusque dans le bois Duivon. Ce conducteur, n'est-il pas vous? — R. Non, monsieur.

D. Vous persistez à soutenir que vous n'êtes point parti avec Mailliant. Mais il résulte du témoignage de la femme Mollon et de la femme Creuzille que vous êtes partis ensemble! — Cela n'est pas.

D. Vous êtes partis ensemble, et l'instruction a suivi les traces de votre trajet depuis Riorges jusqu'aux bords de la forêt Duivon. L'étang vous a vus ensemble sur la route de Beaulieu. — R. Cela n'est pas vrai.

D. Il vous a si bien vu qu'il vous a adressé la parole. — R. Il a menti.

D. Quel motif aurait-il de mentir contre un innocent? — R. L'étang est mon ennemi. J'ai fait poursuivre son frère en simple police; il avait insulté une femme.

D. Un peu plus loin, de 9 à 10 heures du matin, Coquet vous a rencontrés tous les deux. Il a parlé à Mailliant, qui lui a offert une prise de tabac, et qui était avec un chasseur. Ce témoin, mis en votre présence, a dit: C'est lui — R. Ce n'était pas moi. Coquet se trompe. La veille de mon arrestation, il m'avait regardé attentivement et examiné dans un café de Roanne. C'est là qu'il se sera fait une idée de mon signalement.

D. Plus loin encore, vers midi, toujours en compagnie de Mailliant proprement vêtu, n'avez-vous pas traversé un endroit qu'on appelle Trève-Millon? — R. Non, monsieur; j'ai passé sur un autre point et je n'étais pas avec Mailliant.

D. Mais Crozet vous a vus tous les deux à Trève-Millon? — R. Il ne dit pas exact. Je suis moralement sûr qu'il ne dit pas vrai.

D. Vous avez cherché à briser cette déposition par des moyens assez misérables. Vous avez allégué, sans l'établir, que le témoin hantait les foires pour ses affaires et pour jouer au brelan, et que ce jour-là il devait être à la foire de Saint-Havy. — R. J'ai été tenu au secret pendant plusieurs mois. Il était trop tard quand j'ai fait prendre des informations. Les gens ne se rappellent plus. Crozet serait allé vendre sa marchandise à la foire de préférence. Ce témoin ment.

D. A dix minutes du bois Duivon, n'avez-vous pas rencontré MM. Guyonnet, Pichon et Moulin? — R. Oui, monsieur. J'étais avec un individu qui courait après moi pour me démander de la poudre.

D. Cet homme était Mailliant. Sa toilette extraordinaire a été remarquée. Si ce n'était pas lui, quels étaient donc son nom, sa profession, son domicile? — R. Je ne les connais pas. Il m'a suivi 200 mètres environ.

D. Est-ce que les chiens de Guyonnet n'ont pas donné de la voix? Guyonnet vous invite à chasser avec lui. Vous répondez: Il faut que j'accompagne cet homme à Creuxaux. — R. Je n'ai pas fait cette réponse à M. Guyonnet.

D. Vous êtes en contradiction avec ce témoin N'êtes-vous pas parti avec cet homme? — Non, monsieur. Je l'ai laissé avec M. le curé Pichon.

D. Ces trois témoins honorables vous donnent un démenti. Vous dites maintenant que vous avez rencontré cet homme aux moulins Guyonnet. Vous aviez dit à M. Moulin, instituteur, que vous l'aviez rencontré à huit kilomètres dans la plaine. — R. M. Moulin commet une erreur.

D. C'est à quinze cents mètres de là que le cadavre est trouvé. Vous êtes revenu à Roanne ce même jour, à neuf heures du soir? — R. Vers huit heures.

D. Vous aviez dit d'abord entre trois et quatre heures. I a été reconnu que c'était un mensonge de plus. C'est Vernay qui vous a ramené à Roanne. — R. Je ne me souviens pas du jour; on m'a dit ensuite que c'était le 30 que j'étais revenu avec Vernay. Mes souvenirs alors se sont fixés.

D. Vous vouliez dérouter l'accusation en établissant un alibi. Votre fusil était-il chargé quand vous êtes rentré? — R. Oui, monsieur, il était chargé à deux coups.

D. Vous avez indiqué au juge d'instruction votre itinéraire; vous avez parlé de la plaine au dessous du faubourg de Clermont, et pourtant vous avez passé loin de là. — R. Je ne me suis pas rappelé de prime abord le jour et le lieu.

D. Je vous suppose innocent: pourquoi donc êtes-vous allé questionner les mariés Mollon sur le récit qu'ils pouvaient faire de votre départ avec Mailliant? — R. Chavalard et Chabert m'avaient dit qu'on faisait courir le bruit que j'étais parti avec Mailliant leur voisin.

D. Les mariés Mollon vous ont répondu qu'en effet vous étiez parti avec lui, et vous vous êtes éloigné d'eux sans tarder. — R. Ils ne m'ont pas dit cela.

D. Dans le courant du mois de septembre, Joathon vous a interpellé au sujet de la disparition de Mailliant. Vous avez répondu: « On dit que je l'ai estropié, et je ne l'ai pas vu. » Votre trouble a été extrême devant ce témoin. — R. Ceci n'est pas vrai. Ma conversation avec Joathon a eu lieu devant Chabert, qui aurait bien remarqué cela et qui n'en a rien dit à M. le juge.

L'interrogatoire que vient de subir Claude-Marie Basset et ses réponses si souvent négatives ont produit une impression peu favorable à l'accusé.

M. Vidal, commissaire de police de la ville de Roanne, est le premier témoin entendu. Sa déposition peut se résumer ainsi:

Une fort mauvaise réputation accompagnait Basset quand il vint s'établir près de Roanne. Son père, à Vendanges, avait été asphyxié dans un ruisseau. La rumeur publique a imputé cette mort à Basset. Il avait, disaient-ils, fait périr son père parce qu'il s'opposait à son mariage. Il n'y eut pas de poursuite. Lorsqu'il habitait Souternon, un nommé Bard avait euferrné sa bourse dans une armoire, en présence de Basset. Bard se rendit à une foire voisine, et à son retour ne retrouva point sa bourse. Il soupçonna Basset de la lui avoir dérobée. Il fut soupçonné d'avoir, par vengeance, incendié deux meules de blé. D'après la rumeur publique, il aurait volé deux chiens de chasse à M. Bailliet. On s'est réjoui à Souternon de son départ. En 1832, par suite de ses manœuvres, un enfant fut inscrit sur les registres de l'état civil sous un faux nom. En 1836, un sieur Létang, locataire de Basset, et dans les aliments duquel on avait trouvé du phosphore, porta plainte contre l'accusé. « Je crois, disait-il, que c'est pour se débarrasser de moi, que ne voulais pas abandonner malocation, que Basset aura essayé de m'empoisonner. » Les informations aboutirent cependant à une ordonnance de non-lieu.

Tout le monde, à Roanne, pense que Basset est l'assassin de Mailliant. On n'a pas hésité à l'accuser dès le jour de la disparition. Il ne vivait qu'avec des gens tarés. Sa moralité, depuis ces dernières années, n'a pas été bien mauvaise. Il était paresseux; il allait à la chasse, mais il n'était pas dissipateur. Sa position de fortune est mauvaise. Mailliant était un brave homme, simple et crédule.

Jean Foron est le témoin dont l'attention fut appelée par une odeur fétide, et qui découvrit le cadavre dans un endroit impraticable de la forêt Duivon qu'on nomme Tombe-Loup.

Pierre Duivon a trouvé le faux-toupet à dix ou douze mètres du cadavre.

M. Busson, notaire à Creuxaux, a découvert, le 6 avril, dans le bois Duivon, un chapeau gris, en deux parties, l'une à 311 mètres du lieu où avait été le cadavre, l'autre

à 25 mètres plus loin, en allant du côté de Chérier. Ce chapeau lui parut avoir été brûlé par deux coups de feu. On voit encore l'effet de la poudre.

Le sieur Burlot, chapelier à Roanne, reconnaît le chapeau. C'est lui-même qui l'a vendu à Mailliant.

François Chambosse, coiffeur, avait confectionné et plaça le faux-toupet sur la tête de Mailliant, le 29 août. Mailliant avait tout le devant de la tête dégarni de cheveux. Le toupet fut assujéti au moyen de trois crochets, un de chaque côté de la tête et un par derrière. Le témoin ajoute qu'il a parfaitement reconnu le toupet, et a fait remarquer quelques cheveux retenus encore dans les crochets. Mailliant lui avait dit, en présence de la dame veuve Chorgnon, qu'il partirait le lendemain pour se présenter, sous la conduite d'un bon chasseur, à une jeune fille qui pouvait avoir 30,000 fr.

M. le président, à l'accusé: Vous voyez bien que Mailliant n'est pas parti seul. Vous êtes un bon chasseur, n'est-ce pas?

L'accusé proteste qu'il n'est point parti avec Mailliant.

Marie Boucher, veuve Chorgnon, âgée de soixante-six ans, propriétaire à Roanne, a vu ajuster le toupet et a entendu Mailliant dire qu'il allait fréquenter. Quand Mailliant a parlé au chasseur, elle a cru comprendre que le chasseur et lui devaient dîner ensemble le jour même.

Jean Ralitte, docteur, reconnaît les souliers de la victime.

Blaise Augellerie, tailleur, rue des Quatre-Chapeaux, à Lyon, reconnaît une partie des vêtements du cadavre. Il les avait vendus à Mailliant, qui allait quelquefois dans le Lyonnais s'occuper d'arboriculture.

M. Contaret, docteur-médecin à Roanne, fut appelé en novembre à examiner un cadavre en putréfaction. Il en fit une description consciencieuse. Il ne vit ni traces de violence ni plombs sur les vêtements. En mars, appelé de nouveau pour examiner des ossements qui avaient été recueillis ultérieurement, il vit sur une vertèbre une petite plaque qui pouvait être la trace d'un plomb.

Un de MM. les jurés adresse à M. le docteur la question suivante: D. Des coups de fusil tirés sur le chapeau auraient-ils pu atteindre la vertèbre? — R. Parfaitement. Le trou qui est sur le chapeau pouvait correspondre à cette vertèbre. Néanmoins, le trou peut avoir été fait par des dents d'animaux ou par un coup de fusil très rapproché.

M. le docteur Contaret examine le chapeau. Il remarque à côté du trou une tache. « C'est noir, dit-il, il semble que c'est de la poudre. »

S'expliquant enfin sur l'enlèvement de la tête du cadavre, M. Contaret explique qu'il avait considéré comme plus probable une décollation volontairement opérée sur le cadavre.

M. le docteur Tavernier, médecin aux rapports à Lyon, fut appelé par M. le conseiller délégué de la Cour impériale de Lyon, à procéder à un nouvel examen des vêtements et des ossements du malheureux Mailliant. Quant aux causes de la mort, il pense qu'on ne peut être que dans un état de doute. Il ne reconnaît point de traces certaines de plombs. Il réfute l'hypothèse d'une décollation volontaire, parce qu'on avait laissé les vertèbres cervicales. Ce fait du moins ne permettrait pas d'admettre facilement qu'on eût voulu enlever la tête pour supprimer la trace des projectiles. Une dislocation a pu être produite par la putréfaction ou par la dent des carnassiers, grands ou petits.

Le trou du chapeau n'est pas une preuve décisive que Mailliant ait été frappé d'un coup de feu à bout portant. On ne voit point d'aurole de poudre. Un ou deux coups de fusil ont pu cependant avoir été déchargés sur la victime, mais, comme expert, M. le docteur Tavernier ne pourrait l'affirmer.

M. Charles Cherpin, avocat au barreau de Roanne: J'ai connu Mailliant à l'occasion d'une expropriation dont il était menacé et au sujet de laquelle il vint me parler. Comme il avait plus de biens que de dettes, je l'éclairai sur sa position et lui fis contracter un emprunt qui le tira d'affaire. Depuis ce temps-là il me témoignait une reconnaissance même importune; il me confiait toutes ses affaires. J'ai remarqué que cet homme était très simple d'esprit et facile à duper. En ce qui concernait les femmes surtout, il perdait complètement la tête; il était tourmenté de l'idée fixe de se marier. Un jour, il vint me dire qu'il voulait épouser une demoiselle de Saint-Romain-la-Mothe, appartenant à une riche et honorable famille; qu'on lui avait affirmé que cette demoiselle l'avait vu et qu'elle le voulait. « Vous avez dépassé la soixantaine, lui répondis-je, on veut plaisanter. Je m'efforçai de lui faire comprendre la différence de position sociale qui existait entre lui et cette personne. « C'est vrai, me répliqua-t-il, mais c'est une vieille fille; elle a bien envie de se marier. » J'insistai et lui expliquai qu'il est des positions dans le monde où l'on n'épouse jamais des vieillards. Il ne me parla plus de ce projet. Mais, quelque temps après, il vint se plaindre à moi de ce qu'on ne voulait pas lui livrer une femme, qu'il avait, disait-il, achetée; et il ajoutait qu'il avait donné des arrhes, et qu'en outre on avait bu à ses frais. Etonné d'une pareille absurdité, je lui demandai où il avait vu qu'on pouvait ainsi acheter une femme; il me répondit que cela se faisait bien en Angleterre. Je lui conseillai de ne pas ébruiter l'affaire, parce que cela le rendrait ridicule, et j'ajoutai que si ce n'était ce motif, je dénoncerais à la justice l'individu qui lui avait escroqué son argent. Il ne réussit pas à convaincre Mailliant de l'impossibilité de se faire livrer la femme qu'il disait avoir achetée.

Plus tard, Mailliant revint chez moi et m'annonça qu'il allait épouser une fille de Chérier, chez laquelle on devait le conduire, et dont il ne me dit pas d'abord le nom. Elle avait une trentaine d'années, 20 ou 25,000 fr. comptant, et autant à recevoir plus tard. J'exprimai mon étonnement. « Il faut donc, lui dis-je, qu'il ait quelque chose de taré dans la famille? — Pas du tout, me répondit-il; au surplus, vous les connaissez bien. » Puis, il me cita les Chassain de Chérier, et me pria même de faire des démarches pour lui auprès d'un des frères de cette fille Chassain, qui était professeur au collège. Je lui répondis que cela serait inutile; que la fille dont il parlait était très jeune pour lui, et qu'il savait bien que je ne voulais pas qu'il se mariât; à moins que ce ne fut avec une vieille femme dont l'âge lui en rapport avec le sien.

Il revint chez moi, me certifiant qu'il ne lui manquait qu'une chose pour son mariage, de l'argent. Je crus qu'il voulait parler de l'argent nécessaire pour ses frais de noces. Il me fit observer que ce n'était pas pour cet objet, mais qu'il fallait qu'il fit voir aux Chassain qu'il était riche, et que plus il aurait d'argent à montrer mieux cela vaudrait. Il tira de son portefeuille deux billets qu'il me montra, dans l'espoir, sans doute, de les faire escamoter. Je lui retirai que je ne pouvais et ne voulais d'aucune manière me mêler de son mariage. Je lui demandai quelle était la personne qui s'en occupait. Il me répondit qu'il me le dirait plus tard. Je lui fis envisager que ce pourrait bien être encore quelqu'un qui voulait exploiter sa crédulité.

Il revint encore accompagné de Joathon. Il se réjouissait. Suivant lui, son affaire était faite, et Joathon, en acceptant l'endossement de ses billets, assurait son bonheur. Je demandai encore à Mailliant qui menait son mariage. Mailliant bannissait la tête et murmura d'un air étonné: « Je vous le dirai bien, » Je ne jugeai pas convenable d'insister pour savoir le nom de l'entrepreneur. J'étais loin de pressurer le terrible malheur qui devait frapper Mailliant. Joathon, que je tiens pour un honnête homme, prétend que Mailliant ajouta: « On m'a défendu de le dire. »

Enfin Mailliant vint dans mon cabinet une dernière fois pour me consulter sur une affaire civile. Il me parla encore de son mariage, et me raconta que son futur beau-père avait visité ses terres, et les avait trouvées très belles. « M. le futur beau-père? » lui dis-je. « Je n'ai pas de chance me répondit-il, j'étais absent. Mais c'est mon entrepreneur qui m'a dit que mes terres avaient été visitées et que je pouvais me présenter, que c'était une affaire entendue. » Puis, Mailliant ajouta qu'il

patirait au premier moment. Je ne l'ai plus revu.

Quelques jours après, Joathon m'exprima la crainte qu'il épouvait de ne plus revoir Mailliant, qui était parti avec son oncle. Dans une entrevue ultérieure, Joathon, tout ému, me raconta qu'il avait interrogé Basset sur la disparition de Mailliant, et que le trouble extrême de Basset l'avait convaincu de la surséance. Je fis remarquer à Joathon combien cette imputation était grave. « C'est lui, me répéta-t-il, j'en suis sûr, un million, c'est lui. »

Je n'aurais jamais osé dire que Basset eût commis aucun vol. Je fus extrêmement surpris quand on m'annonça que Basset était l'auteur du crime. La simplicité de Mailliant et les manœuvres pratiquées envers lui me déterminèrent à penser, après ces faits, que ce malheureux vieillard avait été, sans doute, la victime d'une longue préméditation. Je ne puis toutefois comme témoin émettre mon opinion.

Antoine Néron, rentier, à Roanne: Je connaissais beaucoup le père Mailliant; nos terres se touchent. Il m'a parlé très souvent de ses projets de mariage. Il me raconta qu'il avait en vue une demoiselle de Chérier, qui avait quarante ans, mais autant de mille francs que d'années. Il me la nomma. « Oh! lui dis-je, c'est une demoiselle de grand rang; ça a trente lètes à cornes dans le domaine du père Chassain de Chérier; vous n'y pensez pas. » Il me parla alors de son ambassadeur, qui s'intéressait à son mariage. « Quel est donc cet ambassadeur? lui demandai-je, c'est quelqu'un qui se moque de vous. » Il me répondit que c'était un homme des Braques-Mulsant; mais il me refusa de le nommer parce que cet ambassadeur lui avait expliqué, disait-il, que s'il faisait connaître son nom le mariage ne se ferait pas. Mailliant ajouta qu'il lui fallait au moins 1,500 ou 2,000 fr., et que son ambassadeur disait que son mariage ne se ferait pas à moins. Mailliant était très simple d'esprit.

L'employé Mailliant comme jardinier. Il parlait de son mariage et voulait réaliser une somme de 1,500 à 2,000 fr. pour la faire brûler aux yeux de la famille Chassain. Il refusa de nommer le négociateur de son mariage, qui lui aurait défendu de dire son nom, et m'expliqua seulement qu'il était de la banque de Roanne.

Déchamps, jardinier, à Roanne: Basset m'a présenté à St-Polgueux chez M^{lle} Chassain, qui habitait ce village avant de demeurer à Chérier. Le père me fit dire que sa fille ne voulait pas se marier. C'était Basset qui m'avait proposé ce mariage, et je pensai que le mariage m'avait été refusé parce que je m'étais présenté sous les auspices de cet homme.

Jean Lathuilière, contre-maître de fabrique à la Forge: Mailliant m'a dit, sur la fin, que c'était Basset qui menait son mariage.

François Mailliant, aubergiste, à Ouches: Claude Mailliant, qui n'était pas mon parent mais que je connaissais, me dit un jour que c'était Basset, un grand ami, qui menait son mariage. Je lui conseillai de ne pas continuer ses relations avec cet homme.

Jacques Mailliant, neveu: Voyant que mon oncle ne revenait pas, je pris des informations auprès de ses voisins. Les époux Mollon et Bresson me dirent qu'il était parti avec Basset le 30 août. Je m'adressai à ce dernier, qui me dit qu'il n'avait pas vu mon oncle, que seulement ils avaient soupé ensemble la veille.

Plusieurs fois mon oncle m'a dit que Basset voulait le marier avec une fille Chassain de Chérier. Il tenait d'abord ce projet secret; mais Joathon en ayant eu fortuitement connaissance, mon oncle me le dit lui-même. Mon oncle avait réalisé une somme assez forte. Le 22 août, il avait reçu 1,012 fr. de Joathon, et 200 fr. du même quelques jours avant. Quelque temps auparavant, je lui avais échangé en or 150 fr. d'argent.

L'accusé proteste qu'il a dit au témoin qu'il n'avait pas voyagé avec Mailliant.

Le témoin persiste, et ajoute que son oncle portait son chapeau sur le derrière de la tête.

Gilbert Cognard, marchand épicer à Roanne: Mailliant m'avait fait part de ses projets de mariage. C'était un monsieur de Roanne, un chasseur, disait-il, qui négociait son mariage et il fallait qu'il rentrât de l'argent à cette occasion.

Jean Chavalard, serrurier: Il y a plus d'un an, Mailliant m'apprit que c'était Basset qui menait son mariage. J'en parlai à celui-ci, qui nia d'abord, et finit par me dire: « N'en parlez pas à ma femme; Mailliant me doit de l'argent, et je ne sais comment me faire payer. »

Marguerite Guillot, femme Mailliant, fermière des eaux minérales à Ouches: Le sieur Mailliant, cousin de mon mari, me raconta que son ami Basset voulait le faire marier avec une fille de Chérier, et que le jour de la foire de Roanne, le 16 août, Basset lui avait fait voir cette fille, mais qu'il ne lui avait pas parlé. Il n'avait pas assez d'argent pour se présenter. Basset lui conseillait d'en emporter le plus qu'il pourrait, et il était sûr de rapporter le bon mot. J'engageai Mailliant à ne pas se laisser séduire par toutes ces belles paroles qu'il me rapportait et à ne pas fréquenter le sieur Basset, qui était un mangeur.

Le 24 août, Mailliant m'annonça qu'il allait décidément partir avec Basset, pour aller voir cette fille. Je lui dis en riant: Vous allez porter vos quinze cents francs? Il me répondit: « J'en porterai bien davantage. Je serais déjà parti si je n'avais voulu emporter que cette somme. Je dois encore toucher 300 fr.; je tâcherai d'emporter 2,000 fr., mais j'aurai bien au moins 1,800 fr. »

Benoît Joathon, propriétaire à Riorges: Mailliant refusait toujours de me nommer son ambassadeur. Dans le mois de juin, je lui prêtai 200 fr. en or. Le 16 août, je déjeunerai chez lui sur son invitation. Il me fit attendre quelque peu pour me faire déjeuner avec son ambassadeur, qui ne vint pas. Nous allâmes ensuite au café, où Mailliant reprocha à Basset de n'être pas venu déjeuner avec nous. Ce fut ainsi que je sus quel était l'ambassadeur.

Son ambassadeur lui avait dit qu'il lui fallait au moins 1,500 francs pour son mariage, qu'il ne s'en ferait pas s'il n'avait que 400 francs.

J'avais accepté l'endossement de deux billets qui lui avaient été souscrits par son neveu. Le 22 août je lui comptai en or 1,012 fr. Il m'annonça qu'il partirait le lendemain, s'il le pouvait, avec Basset, sinon le lundi suivant 30 août.

Quelques jours avant, Mailliant m'avait raconté en sa possession cent écus en or.

Quinze jours après son départ, j'appris qu'il n'était pas de retour. Cela m'inquiéta. A la fin de septembre, j'interpellai vivement Basset en présence de Chabert et dans le café de ce dernier: « Qu'avez-vous fait du père Mailliant? Il faut qu'on le trouve. Vous êtes parti avec lui. Vous devez en répondre. Basset se mit à trembler, et me répondit en pleurant: « Je ne l'ai pas vu. » Basset fut tellement interdit et ému qu'il ne put boire le verre de liqueur que je lui avais offert. Ma conviction fut formée. J'avertis la justice.

L'accusé s'engage dans un vif débat contre ce

bois Rory, à une courte distance du bois Duivon. Peu de temps après, M. Moulin aurait entendu la détonation d'une arme.

La défense prie M. le président d'interroger les divers témoins qui ont vu avec Basset le 30 août, entre cinq et six heures du soir, dans un cabaret de Villemonais, sur l'attitude qu'avait l'accusé pendant qu'il causait avec eux et se restaurait. Ils répondent qu'ils n'ont rien remarqué d'extraordinaire dans les vêtements, le langage et la physionomie de Basset, qui partit ensuite pour Roanne sur la voiture et en compagnie des mariés Vernay. Le sieur Vernay n'a rien remarqué non plus d'extraordinaire dans la personne de celui-ci, que Basset lui assura que son fusil était chargé. Dans son interrogatoire, l'accusé a soutenu qu'il avait rapporté à Roanne son fusil chargé de deux coups.

La liste des témoins est épuisée dans l'audience du 17, vers midi. L'auditoire est devenu plus nombreux encore. On y remarque des dames élégantes, des prêtres, des magistrats, des officiers de l'armée.

M. l'avocat-général Abel Gay prend la parole et développe les charges de l'accusation. Son réquisitoire, énergique et remarquable, a duré environ cinq heures, et n'a du paraître long qu'à l'accusé. L'auditoire l'a constamment écouté dans un silence religieux.

M. Faure, avocat, a présenté les moyens de la défense pendant une grande partie de l'audience du 18 juin. Le défenseur combat les renseignements produits contre Basset; il oppose à l'imputation d'un parricide divers documents propres à établir que la rumeur publique a été injuste envers Basset au sujet de la mort de son père, l'acte civil du mariage de l'accusé, ainsi que son traité nuptial, constatant que Basset se maria avec l'agrément de son père, décédé plusieurs années après ce mariage. La défense discute la preuve matérielle de l'existence du crime, quant au vol et quant à l'assassinat. Elle s'efforce, dans le cas où le crime paraîtrait constant au jury, de démontrer qu'il est loin d'être établi que Basset en soit l'auteur.

A l'appui de cette argumentation, la défense tire parti de la différence qui semble exister entre le costume de Maillant et celui de l'inconnu rencontré en compagnie de Basset aux abords du bois Rory. Le défenseur, enfin, ne néglige pas de faire valoir l'attitude et les attitudes de l'accusé pendant la soirée du 30 août.

Des répliques animées sont échangées entre le ministère public et la défense. M. le président demande à l'accusé s'il a quelques observations à ajouter. L'accusé se penche vers le banc de la défense et ne répond pas. « Répondez, accusé, lui dit M. le président; votre défenseur a noblement et complètement rempli sa mission. Si vous avez quelque chose à dire, répondez-moi vous-même. » Sur la réponse négative de l'accusé, les débats sont clos. Ils sont ensuite sommairement rappelés dans un résumé brillant, précis et impartialement.

Après une demi-heure de délibération, le jury répond affirmativement à toutes les questions qui lui ont été posées, et admet en faveur de l'accusé, reconnu coupable, des circonstances atténuantes.

La Cour condamne Basset aux travaux forcés à perpétuité.

A cette condamnation, Basset frémit et pâlit. Il avait d'abord énergiquement exprimé l'intention de se pourvoir en cassation. Des conseils prudents lui ont été donnés: il a renoncé à se pourvoir.

AVI.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un mandat sur la poste ou un mandat sur une maison de Paris, à l'ordre de l'administrateur du journal.

CHRONIQUE.

PARIS, 30 JUI.

Les événements politiques ont une fois de plus fait oublier dans ces derniers temps le lion de l'hiver le célèbre Docteur Noir, et l'on ne parlait guère plus d'un de ces premiers médecins blancs vus. Aujourd'hui son nom a été prononcé à l'audience de la 1^{re} chambre du tribunal. Voici dans quelles circonstances:

M. Labbe-Bocquet, négociant de province, était atteint d'une affection cancéreuse qui avaitisté à tous les remèdes. La réputation du spécialiste à mode arriva jusqu'à lui, et il pria M. Vriès de faire sa faveur en quelques miracles qu'il faisait si bien. L'effet du miracle fut fixé d'avance à 4,000 fr.; 2,000 fr. furent versés entre les mains du sieur Vriès contre un réçu formulé en ces termes:

Reçu de M. Labbe-Bocquet la somme de 2,000 fr. à-compte sur celle de 4,000 fr., prix convenu pour la guérison du cancer dont M. Labbe est atteint; l'autre somme de 2,000 fr. sera payée après la cure complète que j'ai opérée. Paris, le 25 décembre 1858.

Vriès, 4, rue de Rivoli.

Le malade sera le précieux papieulans son secrétaire, et mourut quelques semaines après. La famille du défunt opposa au Docteur Noir sa signature représentée qu'il avait négligé de faire honorer, et vint à restituer les 2,000 fr. qu'on lui avait remis sur la foi de ses promesses. Bon docteur il ne pas entendre de cette affaire-là. Il consentit à ne pas réclamer le surplus de ses honoraires, mais refusa de rendre ce qu'il avait reçu de la, procès. Une transaction conclue sous l'inspiration de M. Ganneval n'ayant point été exécutée, la cause vint à l'audience.

Le Tribunal, présidé par M. Boit-Champy, après avoir entendu M. Meunier, avocat, condamne le sieur Vriès, dont les conclusions n'ont pu être soutenues, à rapporter à la succession de M. Labbe-Bocquet la somme payée par ce dernier à titre d'a-compte.

Un sieur Lefebvre, tapissier électionnaire d'une dame Houisse, voulut reprendre les mains d'une dame Julian un mobilier vendu à cette dernière par la dame Houisse; la dame Julian voulait le remettre qu'à certaines conditions, et notamment que si on lui rapportait mainlevée d'une opposition le sieur Lefebvre prétendait être de complaisance. Le jugement, rendu dans le courant du mois de janvier dernier, avait ordonné que dans la quinzaine du jugement Lefebvre serait tenu de rapporter la mainlevée et d'exercer réméré, sinon le Tribunal déchu de son droit.

Lefebvre a poursuivi en justice la mainlevée de l'opposition, mais il n'a pu l'obtenir par jugement qu'à la fin du mois de mars; il l'a alors immédiatement signifié avec offre du prix du; antérieurement et ayançu le 28 février signification du jugement ci-dessus mentionné qui lui or-

donnait, à peine de déchéance, de rapporter la mainlevée il avait, à la date du 9 mars, fait offre du montant même de l'opposition à la dame Julian.

Nonobstant et lorsque Lefebvre voulut exercer son réméré, la dame Julian, s'armant des termes du jugement, prétendit que les délais étaient expirés, que le terme fixé était la quinzaine du jugement lui-même rendu dans le mois de janvier; qu'en conséquence, Lefebvre était déchu de son droit, lorsqu'à la fin du mois de mars il rapportait la mainlevée, et même lorsque le 9 mars il offrait le montant de l'opposition. Lefebvre répondait que quand un Tribunal ordonne une exécution dans la quinzaine du jugement, il entend la quinzaine à partir de la signification du jugement; qu'il est de principe qu'un acte quelconque ne peut recevoir d'exécution avant d'avoir été signifié; à plus forte raison cette décision doit-elle être appliquée aux sentences judiciaires, dont le texte même n'est le résultat en partie que d'un règlement de qualités entre avoués, dont l'avoué n'a connaissance exacte que par la signification. En tous cas, une déchéance ne peut être encourue sans une mise en demeure qui n'a lieu que par la signification.

Le Tribunal, après avoir entendu M. Grandmanche pour Lefebvre, et M. Sorel pour la dame Julian, a ordonné que le mobilier serait remis à Lefebvre, attendu qu'en ordonnant une exécution dans la quinzaine de la date du jugement, le Tribunal a entendu dans la quinzaine de sa signification, puisqu'aux termes de l'article 147 du Code de procédure, un jugement ne peut être exécuté avant sa signification, et que dans la quinzaine de cette signification Lefebvre a fait toutes les diligences nécessaires et rapporte aujourd'hui la mainlevée de l'opposition. (Tribunal civil de la Seine (3^e ch.), audience du 22 juin; présidence de M. Labour.)

La Cour de cassation, chambre criminelle, présidée par M. Vaisse, a, dans son audience d'aujourd'hui, rejeté les pourvois de Charles-Auguste Millard et Nicolas Fleuret, condamnés tous deux à la peine de mort, par arrêt de la Cour d'assises de la Seine du 6 juin 1859, pour assassinat de la fille Louise Collet, domestique des époux Colombe, bouchers, rue de la Roquette.

M. Jallon, conseiller-rapporteur; M. de Marnas, premier avocat-général, conclusions conformes; plaidants, MM. Jager-Schmidt et Galopin, avocats désignés d'office.

La chambre des huissiers du département de la Seine a voté, en faveur des blessés de l'armée d'Italie, une somme de 1,500 fr., qui a été versée à la caisse centrale du Trésor public.

Les sieurs Pinaud et Meyer exploitent à La Villette une fabrique considérable de parfumerie, et ils ont à Paris, rue Saint-Martin, un magasin fort important. Dans cette fabrique et dans ce magasin, ils occupent environ quatre-vingts personnes, parmi lesquelles se sont trouvés plusieurs employés infidèles. Le rôle des assises d'aujourd'hui se composait de deux affaires de détournements par des employés, et les deux accusés appartenaient à la maison Pinaud et Meyer.

Le premier est le sieur Claude Terrillon, ancien militaire. M. le président lui demandait si M. Pinaud n'était pas un excellent maître, et Terrillon convenait que c'était un maître qu'il appréciait beaucoup. S'il s'en était tenu là, Terrillon ne serait pas sur le banc des accusés. Mais il paraît qu'il appréciait encore plus les produits de la fabrication Pinaud, car il en a tellement détourné qu'on a trouvé en sa possession pour 2,500 francs d'obligations qui, selon toute apparence, provenaient des détournements qu'il avait commis. On a saisi en sa possession une grande quantité d'objets de parfumerie qui venaient des magasins de M. Pinaud.

Du reste, Terrillon menait une existence très confortable. On a saisi sur lui des notes de restaurateur, qui ont appris que l'accusé s'offrait des déjeuners variant de 8 fr. 50 c. à 11 fr. 75 c.

M. Pinaud s'est constitué partie civile, et, par l'organe de M. Vautrain, avocat, il demandait la restitution des objets trouvés en nature dans les mains de Terrillon, et l'attribution des 2,500 fr. d'obligations dont l'origine lui paraissait frauduleuse.

M. l'avocat-général Sallé a soutenu l'accusation. M. Clauzel de Coussergues, avocat, a présenté la défense.

Le jury a déclaré Terrillon coupable, et lui a accordé des circonstances atténuantes.

La Cour a condamné Terrillon à trois années d'emprisonnement. Statuant sur les conclusions de la partie civile, la Cour a dit qu'il n'est pas suffisamment établi que les 2,500 fr. d'obligations proviennent des détournements commis par l'accusé; en conséquence, cette somme lui restera. La Cour a fixé à 100 fr. les dommages-intérêts qu'il devra payer à M. Pinaud, et elle a ordonné, en outre, la restitution à ce dernier des objets de son commerce saisis sur Terrillon.

L'accusé est remplacé sur le banc par la fille Euphrasie Evrard, âgée de vingt-trois ans, ouvrière parfumeuse chez les mêmes sieurs Pinaud et Meyer. On a saisi chez cette accusée une quantité considérable d'objets de parfumerie, et elle ne peut pas dire qu'elle les avait pris pour son usage personnel (ce qui ne serait pas une excuse), car il y avait des bâtons de cire à moustache, des peignes à favoris, ce qui indique qu'elle faisait commerce des objets par elle volés. On a, en effet, constaté qu'elle avait vendu des pots de pommade, des huiles et d'autres choses provenant des magasins de ses patrons.

Dans l'instruction, cette accusée avait fait des aveux explicites, sur lesquels elle revient en cherchant à les expliquer à l'audience. Elle prétend qu'elle a vendu les objets qu'on lui reproche d'avoir volés, mais qu'elle les a vendus pour le compte de la maison Pinaud.

M. le président lui fait en vain remarquer que ce système d'explications n'a rien de sérieux; elle y persiste, et elle soutient qu'elle a remis les fonds provenant de ces ventes à un employé de la maison.

Malheureusement pour elle, le commis à qui elle aurait rendu ses comptes a été depuis longtemps renvoyé de la maison, et la preuve du fait qu'elle avance devient ainsi impossible.

Sur le réquisitoire de M. l'avocat-général Sallé, et malgré la défense présentée par M. Gauvain, avocat, le jury déclare la fille Evrard coupable de vol, mais il écarte les circonstances aggravantes d'ouvrière de M. Pinaud.

En conséquence, la fille Evrard est condamnée à quinze mois d'emprisonnement.

La collecte de MM. les jurés de la deuxième quinzaine de ce mois a produit la somme de 143 fr., laquelle a été répartie de la manière suivante, savoir: 30 fr. pour la Société de patronage des prévenus acquittés; 29 fr. 50 cent. pour celle des jeunes libérés; pareille somme pour celle des jeunes orphelins; même somme pour l'OEuvre dite du Mont-de-Piété; et même somme pour la colonie fondée à Mettray.

Le Tribunal de police correctionnelle a condamné aujourd'hui:

Le sieur Belnot, épiciier, rue Folie-Méricourt, 48, pour fausse mesure, à dix jours de prison et 25 francs d'amende; l'affiche du jugement à dix exemplaires et l'insertion dans trois journaux ont, en outre, été ordonnées,

le tout à ses frais.

Le sieur Robert, marchand de lait, rue Saint-Hilaire, 1, pour avoir mis en vente du lait falsifié, à six jours de prison et 50 francs d'amende, et le sieur Lecerre, marchand de lait, rue Descartes, 20, à six jours de prison et 50 fr. d'amende.

Prévenu d'avoir escroqué une parure en diamants du prix de 13,000 francs, Alexandre Bourgoïn, simple valet de chambre, pleure, et persiste à soutenir qu'il a été de bonne foi.

M. le président: Comment! de bonne foi? vous soutenez que votre femme est une demoiselle de Grammont et qu'elle appartient à la grande famille de ce nom, ainsi qu'à la famille d'Aigremont? Vous croyez sérieusement qu'elle a une fortune de 400,000 francs, et dans de pareilles conditions elle vous aurait épousé, vous simple valet de chambre, car vous étiez valet de chambre?

Le prévenu: Oui, monsieur, j'ai été au service de la duchesse de San Fernando, Marie-Louise de Bourbon; lorsque je me suis marié, ma femme m'a dit: « J'ai deux choses qui me sont dues, je vous épouserai sous la réserve que vous ne me demanderez jamais de vous en rendre compte.

M. le président: Qu'est-ce que cela veut dire? De quelles choses exigeait-elle que vous ne lui demandassiez pas compte?

Le prévenu: Oui, des relations qu'elle a avec la famille du comte de Paris...

M. le président: C'est un mensonge que vous avez fait au bijoutier pour lui escroquer une parure en diamants de 13,000 fr., soi-disant pour donner à une personne qui avait fait restituer à votre femme les 400,000 fr.

Le prévenu: C'est vrai.

M. le président: C'est vrai? Quelle est cette personne?

Le prévenu: Je ne veux pas la nommer.

M. le président: Alors, pourquoi avez-vous mis les diamants, trois jours après, au Mont-de-Piété, pour 5,000 fr.?

Le prévenu: Parce que la personne n'en a pas voulu.

M. le président: Ah! et alors, pourquoi ne les avoir pas rendus au bijoutier? Parce que vous lui devez déjà 800 fr. de bijoux que vous avez payés sur les 5,000 fr.; avec le reste vous avez payé d'autres dettes.

Le défenseur du prévenu produit un contrat de mariage duquel il résulte que la femme de son client se nomme Marie-Elisabeth-Marie de Grammont; il fait passer la pièce au Tribunal.

M. le président (après examen): Le nom de Grammont me paraît être surchargé; enfin, elle peut s'appeler Grammont, et ne pas être de la grande famille de ce nom.

L'avocat établit que la femme du prévenu a fait deux voyages en Angleterre en disant à son mari qu'elle allait auprès de la famille d'Orléans pour ses 400,000 fr.

M. le président: Mais qu'est-ce que ces 400,000 fr.?

Le prévenu persiste dans son système, à savoir que sa femme lui a défendu de lui demander des comptes.

M. le président: Enfin, vous vous dites rentier, et vous n'avez pas de rentes; votre concierge a déclaré que vous viviez d'expédients; vous êtes négociateur de mariages au petit pied, entremetteur d'alliances de bas étage.

Le prévenu pleure et ne répond pas.

Le Tribunal le condamne à trois ans de prison, 50 fr. d'amende, et à payer au bijoutier, qui s'est porté partie civile, 5,213 fr., à titre de restitution.

Jamais les marchands de gravures, d'estampes, de lithographies, de cartes et de journaux illustrés n'ont vu une foule plus considérable assemblée devant leur étalage, et jamais non plus certains industriels, comme aussi des hommes de certaines mœurs, n'ont été plus assidus à se faufiler dans les groupes.

L'un de ces jours derniers, au premier rang, devant les magasins de Martinet, rue Vivienne, un jeune commis, échappé de son magasin, passait en revue cette myriade de pochades que dicte la guerre d'Italie à l'imagination de nos artistes.

An moment où il admirait une attaque de Tyroliens repoussée par des zouaves, le jeune commis se sent lui-même attaqué. Prompt à la riposte, il prend son assaillant au collet, appelle un sergent de ville, lui dit quelques mots à l'oreille, et lui remet son prisonnier.

Le prisonnier, qui est un jeune Suisse du nom de Jacques Keller, comparait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention d'outrage public à la pudeur.

Le jeune commis, cité comme témoin, est appelé à la barre.

M. le président: C'est vous qui avez fait arrêté le prévenu: dites-nous dans quelles circonstances?

Le jeune commis: Ma foi, monsieur le président, les circonstances n'ont pas été longues; j'étais devant le marchand de gravures au coin de la rue Vivienne et de la rue Saint-Marc, je regardais un zouave qui emporte un Tyrolien; tout à coup je sens la main de ce jeune homme, je me retourne, et je lui donne une claque sur la tête...

M. le président: Tout de suite sans avoir réfléchi, tant son attaque avait été significative?

Le jeune commis: Il n'y avait pas à se tromper; aussi quand il a levé sa canne sur moi, je n'ai pas davantage réfléchi pour lui donner une seconde claque. Je l'aurais bien emporté sur mon dos comme le zouave faisait du Tyrolien, car vous voyez qu'il est plus petit que moi, mais apercevant un sergent de ville, je me suis contenté de le consigner entre ses mains.

M. le président: Vous avez été peut-être un peu vil, mais dans les circonstances où vous étiez on comprend que, jeune comme vous êtes, vous n'avez pas été maître de votre premier mouvement.

Le jeune commis: Ni du second non plus; et tant qu'il en vie dra autour de moi de ce numéro, je me charge de les corriger.

Jacques Keller a nié l'intention que lui prête la prévention, et pour appuyer son innocence il a déclaré qu'il ne connaissait pas les usages de Paris, tout fraîchement débarqué qu'il était de Rio-Janciro.

Sur les conclusions conformes du ministère public, Keller a été condamné à six mois de prison et 16 fr. d'amende.

Un grand nombre d'ouvriers sont occupés depuis quelque temps rue de Roeroy, au coin du boulevard du Nord, à creuser le terrain pour asseoir les fondations d'une nouvelle construction. Les travaux s'étaient poursuivis sans accidents, les tranchées avaient atteint la profondeur exigée, et hier, entre une heure et deux heures de l'après-midi, les maçons se trouvaient occupés au fond, quand soudainement, sur un point, une masse de terre se détachant du haut vint ensevelir complètement deux d'entre eux. Les autres s'occupèrent immédiatement du sauvetage et purent, en peu de temps, dégager l'une des victimes, le sieur Jean Girard, âgé de 39 ans, qui en a été quitte pour quelques contusions sans gravité. Mais, malgré la louable activité déployée par tous les travailleurs, ce ne fut qu'à deux heures dix minutes qu'on parvint à retirer la seconde victime, le sieur Trufy, âgé de 42 ans. Bien qu'on ne remarquât aucune trace apparente de blessure sur lui, ce dernier était déjà inanimé. Un médecin vint sur-le-champ lui prodiguer les secours de l'art, mais sans succès; on n'a pu que constater qu'il avait suc-

comber à l'asphyxie.

Les époux L..., domiciliés dans le faubourg du Temple, près de la barrière, préparaient hier, dans la soirée, un punch au kirsch dans leur logement, et après avoir laissé brûler le spiritueux pendant un certain temps, ils se disposaient à éteindre la flamme, quand tout à coup le vase qui renfermait le liquide fit explosion en lançant de toutes parts la liqueur enflammée. Le lit dans lequel reposait leur jeune enfant, âgé de trois ans, fut aussitôt couvert de feu et cet enfant gravement brûlé; le père et la mère se précipitèrent au milieu des flammes et parvinrent à arracher la jeune victime à l'incendie qui le dévorait, mais non sans avoir reçu l'un et l'autre de très graves brûlures sur les diverses parties du corps. La situation du père et de l'enfant était si grave, qu'après leur avoir fait donner les premiers soins par un médecin, on a dû les transporter en toute hâte à l'hôpital Saint-Louis. L'état de la mère est moins inquiétant. Le commencement d'incendie qui s'était manifesté à la suite de l'explosion a pu être facilement éteint par les voisins.

Nous avons annoncé qu'un ouvrier brosseur, le sieur N..., en voulant se baigner tout habillé dimanche dernier dans la Seine à la hauteur du quai Saint-Paul, avait disparu immédiatement sous l'eau, et que, malgré les recherches les plus actives faites aussitôt après, il avait été impossible de le retrouver ce jour-là. Ce n'est que ce matin que le cadavre de ce malheureux a pu être découvert et repêché en amont du pont Louis-Philippe, où il était resté accroché au barrage qui ferme l'abreuvoir des chevaux.

Un jeune homme de dix-sept ans, nommé Pierre Pasquier, employé aux travaux du Pont-au-Change, est tombé accidentellement hier, vers deux heures de l'après-midi, dans la Seine, et toutes les recherches qui ont été faites pour le repêcher sont restées infructueuses.

Hier, entre quatre et cinq heures de l'après-midi, un charretier au service d'un entrepreneur de La Villette, conduisant une voiture de plâtre attelée de deux chevaux, suivait le chemin de ronde de la barrière de Monceau, et, voyant l'un de ses chevaux ralentir sa marche, il lui appliqua un coup de fouet qui engagea la mèche dans le trait. voulant dégager son fouet, il donna une forte secousse qui lui fit perdre l'équilibre, et l'infortuné charretier tomba sous la roue de sa lourde voiture qui lui broya la tête sur le sol. La mort a été instantanée.

Une autre accident à peu près de la même nature est aussi arrivé une heure auparavant sur les boulevards intérieurs. Un cocher de la compagnie des Petites-Voitures, le sieur P..., stationnait depuis quelques instants sur le boulevard Montmartre, assis sur le siège de sa voiture à quatre roues, quand tout à coup son cheval s'emporta, prit le mors aux dents, et s'élança à fond de train dans la direction du boulevard des Italiens; le cocher ne pouvant ralentir la course furibonde du cheval, fut lancé de son siège sur la chaussée, où les deux roues de gauche de la voiture lui passèrent sur le corps et sur le bras gauche, qui a été fracturé; il resta étendu presque sans mouvement sur le sol. Le cheval continua sa course; mais arrivé sur le boulevard des Italiens, deux sergents de ville, les sieurs Courcelles et Dupoux, se jetèrent résolument à sa tête et parvinrent à l'arrêter court; la résistance qu'ils lui opposèrent fut telle que l'animal s'abatit et que les brancards de la voiture furent brisés. Sans le dévouement de ces deux agents, on aurait pu avoir d'autres accidents à constater.

Le cocher a été relevé sur-le-champ par des passants et porté dans une pharmacie voisine, où il a reçu des soins qui ont ranimé peu à peu ses sens. Il a été transporté ensuite à l'hôpital de la Charité, où, malgré la gravité de son état, l'on conserve l'espoir de le sauver.

DÉPARTEMENTS.

SEINE-ET-MARNE. — On nous écrit de Melun:

Faugeras, l'assassin des époux Bardout, condamné à la peine de mort par la Cour d'assises de Seine-et-Marne le 20 mai dernier, a subi sa peine. On se rappelle que Faugeras avait comparu une première fois devant la Cour d'assises au mois de février 1859, et que, par suite de l'accusation de complicité dans le double assassinat des époux Bardout, dirigée par lui à l'audience contre une jeune fille attachée à leur service, l'affaire avait été renvoyée à une autre session. Une nouvelle instruction démontra l'innocence de cette fille, et Faugeras comparut de nouveau devant la Cour d'assises de Seine-et-Marne, qui prononça contre lui la peine capitale. Là, comme dans toute l'instruction, il avoua sa culpabilité, et cependant il n'entendit pas sa condamnation à la peine de mort sans éprouver une complète défaillance. Il fallut qu'on l'aiderait à marcher pour le reconduire en prison.

Mais, depuis lors, comme avant sa condamnation, cet homme, dépourvu du reste de toute espèce d'éducation et complètement illettré, a constamment montré le plus complet insouciance. Pendant assez longtemps il avait été mêlé avec d'autres détenus, avec lesquels il chantait et s'amusait sans cesse; cette liberté de cohabitation avait dû lui être retirée, pour des motifs de sûreté, bien avant sa comparution aux assises. Depuis lors, il a constamment été relégué dans une cellule particulière, servant ordinairement de cachot, où, les jambes et les bras entravés, il a été jour et nuit sous la surveillance spéciale d'un des gardiens de la maison, qui, au nombre de trois, se remplaçaient alternativement toutes les vingt-quatre heures. Ils passaient la nuit dans le cachot même du condamné, sur un lit dressé en face du sien, une lampe éclairant constamment sa figure.

Les gardiens, en accomplissant avec zèle leur pénible devoir, sous la haute surveillance de M. le gardien-chef, conciliaient les exigences de leur mission avec celles de l'humanité et de la bienveillance. Ils faisaient chaque jour au condamné des lectures à haute voix. Faugeras niait bruyamment lorsque des passages de cette lecture lui en fournissaient l'occasion. Ces éclats de rire, poussés par un homme que l'échafaud attendait, avaient quelque chose de lugubre et d'effrayant.

Les règlements de la maison ont constamment été adoucis pour Faugeras. Quant à la nourriture, l'administration lui fournissait ce qu'il paraissait désirer, afin de ne pas lui faire perdre toute espérance en entretenant en lui la pensée qu'il paraissait avoir d'obtenir une commutation de peine, il a conservé cette illusion jusqu'au dernier moment, montrant hier au soir encore son insouciance habituelle.

Son pourvoi en cassation et son recours en grâce ayant été rejetés, l'ordre d'exécution a été transmis au parquet de Melun; des instructions ont été immédiatement données, et lundi matin à trois heures, M. l'abbé Desgens, aumônier de la prison, qui n'avait cessé, pendant toute la captivité du condamné, de lui apporter des paroles de paix, est entré dans sa cellule pour lui annoncer que sa dernière heure était venue.

Faugeras a été ensuite amené dans une pièce attendant au greffe, où l'attendaient les exécuteurs, qui ont immédiatement procédé à la fatale toilette.

Le funèbre cortège s'est mis en route pour le lieu de l'exécution situé barrière des Carmes, en face le cimetière. Le digne aumônier n'a cessé d'adresser au con-

damné des paroles de paix. Fangueras, arrivé sur l'échafaud, s'est livré aux exécuteurs; une seconde après un bruit sourd annonçait qu'un grand crime avait reçu son expiation.

« La foule était immense, et comme toujours les femmes y étaient en majorité. Beaucoup d'habitants de Fontainebleau étaient venus pour assister à ce triste spectacle.

« Ainsi se termine un drame qui avait vivement impressionné la population de Fontainebleau et de tous les environs, où les deux victimes, les époux Bardout, jouissaient de la plus grande considération et de l'estime la plus méritée. »

Aude (Carcassonne), 25 juin. — Un assassinat a été commis, samedi dernier, dans le bois dit la Soulane, commune de Saint-Polycarpe, canton de Saint-Hilaire, appartenant à la veuve Pechmarly, de cette commune, sur le nommé Michel Belloc, âgé de quarante-cinq ans, garde-champêtre des communes de Saint-Polycarpe et de Vendémies.

Le 18 du courant, Belloc quitta son domicile vers deux heures de l'après-midi pour faire sa tournée habituelle, ne prenant pour toute arme qu'un petit bâton. La nuit survenue, sa femme ne le vit pas rentrer, mais elle présuma qu'il avait été retenu pour son service. Le lendemain, voyant encore qu'il ne rentrait pas, elle commença à avoir de l'inquiétude, mais elle n'osa pas confier cette absence à ses voisins, espérant que son mari était dans la commune de Vendémies, dont il avait aussi la surveillance. Enfin, le mardi, ne le voyant pas plus rentrer que la veille, elle fit part de cette absence inusitée à M. le maire de Saint-Polycarpe.

Ce magistrat en instruisit immédiatement le brigadier de gendarmerie de Saint-Hilaire, qui se transporta de suite dans la commune, accompagné d'un gendarme. Dès leur arrivée, une battue fut organisée dans les divers lieux où le garde avait été aperçu dans la soirée du 18. Personne ne doutait plus alors qu'il ne lui fût arrivé quelque accident. Enfin, vers les trois heures de l'après-midi, il fut trouvé dans le bois précité, gisant la face contre terre, au fond d'un ravin d'une profondeur de deux mètres et demi.

Dès cette découverte, le maire de Saint-Polycarpe, la justice et l'officier de gendarmerie de Limoux furent prévenus. Une descente sur les lieux fut immédiatement opérée, et il résulta de l'autopsie du cadavre, faite par M. le docteur Fournier, la certitude que le garde Belloc était mort victime d'un crime consommé sur sa personne

au moyen d'un instrument contondant d'un fort poids, vu les ravages qu'il avait occasionnés.

Une large blessure, qui avait donné lieu à une abondante effusion de sang, existait en effet, au-dessus du sourcil gauche, et l'œil était presque sorti de son orbite. Une forte contusion existait aussi sur le dos entre les deux omoplates, cinq vertèbres de l'épine dorsale étaient brisées et la chair en était broyée.

Après avoir fait transporter le cadavre à St-Polycarpe, la justice commença une instruction qui aboutira, il faut l'espérer, à la découverte de l'auteur de cet odieux attentat.

Bourse de Paris du 30 Juin 1859.

Table with 2 columns: Instrument (Au comptant, Der. c., Fin courant) and Price (63, 63, 92 60, 60).

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument (FONDS DE LA VILLE, OBLIG. DE LA VILLE, Act. de la Banque, etc.) and Price (63, 79 50, 112 0/0, etc.).

A TERME.

Table with 2 columns: Instrument (3 0/0, 4 1/2 0/0) and Price (62 50, 63, 62 3/4, 63).

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station (Paris à Orléans, Nord, etc.) and Price (1298 75, 958, 795, 610).

Table with 2 columns: Station (Bris à Lyon et Médit., Midi, etc.) and Price (830, 480, 510).

Vendredi, à l'Opéra, le ballet de Jovita avec M^{me} Rosati. Ou commencera par le Comte Ory.

— Vendredi, au Théâtre Français, le Philosophe marié, par Provost, Leroux, Maillart, Maubant, Bressant, M^{me} Judith, Borval et Arnould-Plessy; le Bougeoir, par Bressant et M^{me} Arnould-Plessy, et les Deux Ménages, par Régulier Leroux, M^{me} Augustine Brohan, Bonval, Madeleine Brohan et Figeac.

— Aujourd'hui, à l'Opéra-Comique, Quentin Durward, opéra comique en trois actes, paroles de MM. Cormon et Michel Carre, musique de M. Gaveaux; Jourdan remplira le rôle de Quentin, Faure celui de Crèvecoeur, et M^{lle} Pannetier celui d'Isabelle; les autres rôles seront joués par Couderc, Troy, M^{me} Laroche, Ed. Cabel, M^{lle} Ravilly.

VAUDEVILLE. — S. Iferino, chant de veillée, par tous les artistes du théâtre, suivi de la Vie de Bohème, comédie en 5 actes de MM. Barrière et Murger.

— Ce soir, au Gymnase, spectacle extraordinaire: 1^{re} représentation de Rosalinde, ou le Joueur pas avec l'Amour. Dupuis Lelio, M^{me} Marquet Rosalinde. M. Pierre Barton continuera ses débuts par le rôle de Maxime. 4^e représentation du Baron de Fourcheville par Geoffroy et Lesueur. Dernière représentation du Piano de Berthe par M^{me} Rose Chéri, qui part en congé le 2 juillet. Ou commencera par l'homme qui satisfait, comédie de M. Alexandre Dumas.

— Au théâtre des Variétés, toujours le Petit Poucet, avec deux amusantes pièces du répertoire et la cantate le Mincio.

— Au théâtre de la Gaîté, la Veille de Marengo, drame nouveau à grand spectacle, le même qui a été répété sous le titre de Croates, produit une immense sensation. Rien de plus divertissant que le quatrième acte.

— Rien n'est plus délicieux, pendant les grandes chaleurs de l'été, que d'aller chercher la fraîcheur au milieu de l'atmosphère embaumée du Théâtre des Fleurs, les danses élégantes et originales de la senora Mendiz et du nombreux corps de ballet, les Exercices du voltigeur aérien Dabrochet provoquent tout à tour les applaudissements de la foule.

CHATEAU ET PARC D'ASNIÈRES. — La foule s'empresse d'accourir à ses brillantes fêtes que rien n'égale. Un orchestre entraînant concourt à faire de ce superbe établissement le rendez-vous de la fashion parisienne.

SPECTACLES DU 1^{er} JUILLET.

Opéra. — Jovita, le Comte Ory. Français. — Le Philosophe marié, les Deux Ménages. Opéra-Comique. — Quentin Durward. Vaudeville. — La Vie de Bohème. Variétés. — Le Petit-Poucet. Gymnase. — Le Baron de Fourcheville, Rosalinde. Palais-Royal. — Le Banquet des Barbettes, l'Atruche. Porte-Saint-Martin. — La Voie Sacrée. Ambigu. — Les Mosquetaires. Gaîté. — La Veille de Marengo. Cirque Impérial. — Les Piliers du Diabolo. Folies. — En Italie, la Clarinette mystérieuse. Folies-Nouvelles. — La Princesse Kaïka, Docteur Blanc. Bouffes-Parisiens (Champs-Élysées). — L'Omelette. Délassements. — Folichons et Folichonnettes. Beaumarchais. — Le Viveur. Cirque de l'Impératrice. — Exercices équestres à 8 h. du soir. Hippodrome. — Riquet à la Houppe, grand succès. Spectacle de jour.

PRE CATELAN. — De trois à six heures, concert par la musique des guides, spectacle et jeux divers; photographie, café-restaurant.

ROBERT HOUDIN. — A 7 heures 1/2, Soirées fantastiques. Expériences nouvelles de M. Hamilton.

CONCERTS-MUSARD (Champs-Élysées, derrière le Palais de l'Industrie). — Tous les soirs de 8 à 11 heures, concert, promenade. Prix d'entrée: 1 fr.

JARDIN MABILLY. — Soirées musicales et dansantes les mardis, jeudis, samedis et dimanches.

CHATEAU DES FLEURS. — Soirées musicales et dansantes les lundis, mercredis, vendredis et dimanches.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

Année 1858.

Prix: Paris, 6 fr.; départements, 6 fr. 50 c.

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay-du-Palais, 2.

Imprimerie de A. GUYOT, rue N-des-Mathurins, 16.

Librairie de A. DURAND, rue des Grès, 7, à Paris.

TRAITE DES

PRISES MARITIMES

PAR MM. CH DUVERDY,

Ancien avocat à la Cour impériale, chevalier de la Légion d'honneur. Avocat à la Cour impériale, docteur en droit.

OUVRAGE CONTENANT

UN GRAND NOMBRE DE DÉCISIONS INÉDITES DE L'ANCIEN CONSEIL DES PRISES.

Augmenté en 1859

D'UNE ANNEXE RENFERMANT

la Déclaration du Congrès de Paris, plusieurs autres Documents de droit maritime et les Décisions du Conseil des prises de 1854 à 1856.

Prix: 15 fr. — L'Annexe se vend part 1 fr.

LE CODE NAPOLÉON

EXPLIQUÉ

D'APRÈS LES DOCTRINES GÉNÉRALMENT ADOPTÉES A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

Par J.-J. DELSOL, avocat à la Cour impériale de Paris, docteur en droit.

3 VOLUMES IN-8. — PRIX: 22 FR.

Sociétés commerciales. — Faillites. — Publications légales.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

IMMEUBLES A PARIS

Etude de M^e BENOIST, avoué à Paris, rue Saint-Antoine, 410.

Vente, au Palais de Justice, le samedi 30 juillet 1859, en deux lots.

1^o D'une vaste PROPRIÉTÉ d'une superficie d'environ 3,483 mètres 79 cent., dite hôtel Sully ou hôtel Boisgelin, sise à Paris, rue Saint-Antoine, 143, et ayant entrée sur la place Royale par un passage de servitude.

2^o D'une MAISON DE CAMPAGNE avec jardin et dépendances, le tout d'une superficie d'environ 9,104 mètres 47 cent., sise à Bagneux (Seine), rue Pavée, 2.

Table with 2 columns: Description (Revenu brut, Contributions, etc.) and Amount (32,980 fr., 1,947 17 c., etc.).

Revenu net susceptible d'une grande augmentation. 30,041 68

Mise à prix: 400,000 fr. 2^o lot. Entrée en jouissance immédiate. Mise à prix: 30,000 fr.

S'adresser: à M^e BENOIST, Provost, Courbec, Dervaux et Cartier, avoués, et à M^e Jozon, Fourchy et Chappelier, notaires à Paris. (9367)

COMPAGNIE FRANÇAISE DE

MONÉTISATION UNIVERSELLE

Les actionnaires de la compagnie française de Monétisation universelle sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le 11 juillet 1859, à deux heures du soir, salle et boulevard Bourdon, 13.

L'un des administrateurs-général, (1850) L. GRÉARD.

PROPRIÉTÉS

diverses à vendre. Paris, banlieue et départements. MM. L. Charlatet & Co, rue de l'Arbre Sec, 19, de 4 h. à 3.

En vente chez l'auteur, J. MERTENS, rue Rochechouart, 9, et chez tous les Libraires.

TABLE DE PYTHAGORE

L'AIDE DU COMPTEUR. Contenant: 40 tableaux d'après lesquels la Multiplication se réduit à l'addition, la Division à la soustraction, les Racines carrées et cubiques jusqu'à 2,000 et de quatre tableaux sur le Cercle jusqu'à 200 à Diamètre, — les principaux moyens d'obtenir la superficie ou le volume des objets, selon leurs différentes formes, etc. — 2^e édit. Prix: 1 fr. 50. FRANCO par la poste, 1 fr. 75. (Affranchir.)

LA PÊCHE A LA LIGNE ET AU FILET

DANS LES EAUX DOUCES DE LA FRANCE.

Par N. GUILLEMARD.

Un volume in-12. Prix: 2 francs.

A la Bibliothèque des Chemins de fer, L. HACHETTE et Co, rue Pierre Sarrazin, 14, à Paris.

NETTOYAGE DES TACHES

sur la soie, le velours, la laine, sur toutes les étoffes et sur les gants, sans laisser aucune odeur, par la BENZINE-COLLAS, Dauphine, 8, Paris. Médaille à l'Exposition universelle. (1849).

AVIS.

Les Annonces, Réclames industrielles ou autres seront reçues au bureau du Journal.

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 4 juillet.

(6689) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6690) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6691) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6692) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6693) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6694) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6695) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6696) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6697) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6698) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6699) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6700) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6701) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6702) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6703) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6704) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6705) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6706) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6707) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6708) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6709) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6710) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6711) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6712) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6713) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6714) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6715) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6716) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6717) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6718) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

(6719) Commodes, tables, chaises, rideaux, comptoirs, buffet, etc.

latifs à la société; il a seul la signature sociale, et ne peut en faire usage que pour les besoins et les affaires de la société. Tous engagements par lui souscrits pour des affaires étrangères à la société seraient nuls à l'égard de la société, qui ne pourrait être poursuivie à raison de ces engagements. Le capital social est fixé à la somme de douze mille francs, représentée par: 1^o le fonds de serrurerie, l'outillage, les marchandises, l'échafaudage, le droit à la location verbale de la maison où il s'exerce, le tout appartenant pour moitié aux deux associés, appartenant à chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-trois juin mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.

me une société en noms collectifs, commençant le douze janvier mil huit cent cinquante-neuf, pour finir le quinze janvier mil huit cent cinquante-dix-neuf, pour l'exploitation de l'hôtel garni et du restaurant connus sous le nom du Lion-d'Argent, susdite rue du Faubourg-Saint-Denis, 47, et rue d'Enghien, 4, siège de la société, leur appartenant en commun. Les associés sont: LAROUSSE, RASSE, et Co, la signature appartiendra indistinctement à chacun de MM. Larousse ou Rasse. Les obligations contractées par l'un d'eux, pour cause dudit commerce, engageront la société. (2196) LAROUSSE, RASSE et Co.

Suivant acte sous signatures privées, fait double à Paris, le vingt-jeu mil huit cent cinquante-neuf, enregistré le vingt-sept du même mois, qui a été ou sera formée par chacun d'eux et estimé dix mille francs; 2^o par la somme de deux mille francs, qui a été ou sera formée par chacun des associés, par moitié à la société. Tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait de l'acte de société pour faire les publications voulues par la loi.

Pour extrait: (2199) Signé Jules CULLERIER.